

LA CRISE DE LA ZONE EURO

S&P s'apprête à dégrader toute la zone euro

L'agence est particulièrement sévère au sujet de la France, qui pourrait voir sa note reculer de deux crans

Le coup de semonce est sans précédent et place la zone euro sous extrême tension avant le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 8 et 9 décembre. L'agence Standard & Poor's (S & P) a indiqué, lundi 5 décembre dans la soirée, quelques heures après un compromis franco-allemand pour modifier les traités, qu'elle plaçait « sous surveillance avec implication négative » les notes de quinze des dix-sept Etats de l'union monétaire.

En clair, dans le cadre d'une telle procédure, l'agence se donne trois mois pour décider si les pays de la zone euro méritent leur notation actuelle. Selon les précédents historiques, une « mise sous surveillance avec implication négative » se traduit par une baisse de la note dans plus d'un cas sur deux.

Pour justifier sa décision, S & P estime que « les tensions systémiques dans la zone euro ont augmenté ces dernières semaines jusqu'au point de faire pression à la baisse sur le degré de solvabilité de la zone euro dans son ensemble ».

Les principaux pays de la zone euro sont touchés. A commencer par les six Etats encore notés AAA, ce sésame qui permet en théorie d'emprunter des fonds sur les marchés à des taux d'intérêt peu élevés : l'Allemagne, la France, l'Autriche, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Finlande.

Reste que S & P prend bien soin de distinguer deux catégories de pays : ceux qui pourraient n'être dégradés que d'un « cran » et ceux qui pourraient reculer de deux notes. En plus de la Belgique, dégradée le 25 novembre, tous les pays

AAA appartiennent à la première catégorie, à l'exception de... la France. Paris, doté d'un AAA sans discontinuer depuis sa première notation en 1975, pourrait non seulement perdre son 20/20, mais aussi tomber non pas à AA+ mais à AA (la troisième meilleure note sur vingt-deux possibles).

Message clair

Seules Chypre et la Grèce sont « épargnées » : Nicosie car sa note BBB (la neuvième sur vingt-deux) était déjà sous perspective négative et Athènes car son évaluation CC avec perspective négative est une des pires possibles.

S & P pointe cinq facteurs de stress qui « s'auto-alimentent » pour justifier sa décision : l'endettement élevé des Etats et des ménages ; l'activité économique en berne, avec « une légère récession au premier semestre 2012 dans la zone euro, avant une modeste reprise dans la seconde moitié de l'année » ; « le conflit ouvert et prolongé chez les décideurs européens » ; le durcissement dans l'octroi de crédit de la part des banques ; la prime de risque de plus en plus élevée exigée par les marchés pour prêter aux Etats de la zone euro, y compris ceux notés AAA. Et ce, même si la tension constatée a elle-même été alimentée par les agences, leurs dégradations de notes et leurs mises en garde...

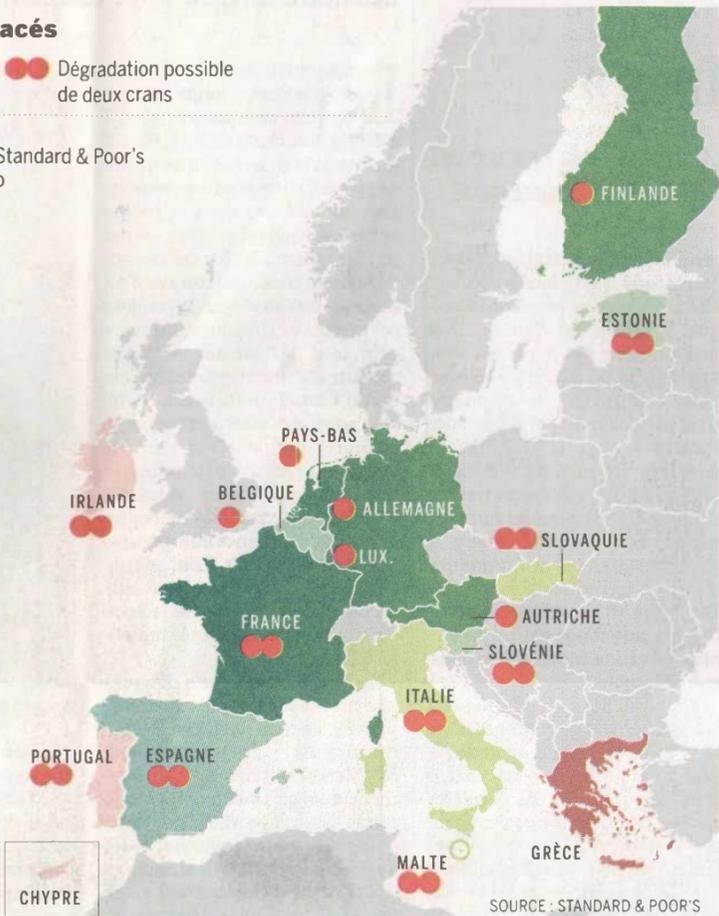
Le message délivré par S & P est clair : les Etats européens doivent vite trouver un accord de sortie de crise lors du sommet de la fin de semaine. Cette réunion offre, selon elle, « l'opportunité de casser une spirale de mesures que nous

Quinze pays menacés

- Dégradation possible d'un cran
- Dégradation possible de deux crans

Notation financière selon Standard & Poor's des 17 pays de la zone euro

AAA	Sécurité maximale
AA+	
AA	Qualité haute ou bonne
AA-	
A+	
A	Qualité moyenne
A-	
BBB+	
BBB	Qualité moyenne inférieure
BBB-	
BB+	
BB	Spéculatif
BB-	
B+	
B	Hautement spéculatif
B-	
CC	En défaut



SOURCE : STANDARD & POOR'S

considérons comme défensives et fragmentaires jusqu'ici, de dépasser les seuls intérêts nationaux et d'avancer une réponse crédible qui restaurerait grandement la confiance des investisseurs ».

L'agence indique d'ailleurs qu'elle n'attendra pas 90 jours avant de faire tomber ou non son couperet, mais que ses comités de notation se réuniront « dès que possible après le sommet européen prévu les 8 et 9 décembre ».

Pour prendre sa décision, S & P va notamment s'attarder sur l'attitude de la Banque centrale européenne (BCE), l'agence semblant à demi-voix espérer davantage d'achat de dette publique par l'institut francfortois. Or, note-t-elle, la BCE interviendra plus seulement si les Etats de la zone euro réussissent à se mettre d'accord sur un fort renforcement du contrôle budgétaire, la poursuite des programmes de réformes nationales, ainsi que plus d'harmonisation fiscale.

Le compromis franco-allemand, annoncé lundi par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, est « la réponse » aux interrogations de S

La perte du triple A effraie une majorité de Français

54% des Français estiment que la perte par la France de son triple A serait « grave », alors que 23% considèrent que cela ne serait « pas grave », selon un sondage Ipsos-Logica Business réalisé pour Le Monde, Radio France et France Télévisions les 2 et 3 décembre (lire p. 14). Cette crainte est partagée par 74% des électeurs du MoDem, 66% des sympathisants UMP et 61% des sympathisants du PS. Seul le Front de gauche compte une majorité relative d'électeurs (42%) peu inquiets par une éventuelle perte du triple A. L'électorat du Front national est le plus divisé : 38% des sympathisants du FN considèrent que cela serait « grave », 37% que cela ne le serait pas, tandis que 25% n'ont pas d'avis.

& P, a répondu, mardi, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé : « Nous allons considérablement améliorer [la gouvernance économique] avec la discipline budgétaire. »

Malgré la surprise, les marchés ont gardé leur calme et n'ont pas connu d'accès de faiblesse après une semaine d'amélioration constante : mardi matin, les Bourses ne perdaient que peu de terrain et les rendements des obligations ne se tendaient que très légèrement. Les taux des obligations italiennes restaient ainsi sous les 6%, un point bas inédit depuis plus d'un mois.

Un seul pays était plus touché que les autres : la France, dont les rendements des emprunts à dix ans se tendaient de 0,1 point de pourcentage, à 3,2%. Mais S & P s'est montré particulièrement sévère contre la France, indiquant que « les mesures budgétaires » annoncées par Paris pourraient être « insuffisantes » pour atteindre un déficit de 4,5% en 2012.

CLÉMENT LACOMBE

Les « triple A » entre colère et résignation

L'ANNONCE de l'agence de notation Standard & Poor's a été accueillie en Europe, lundi 5 décembre, avec un mélange de flegme et de préoccupation. Particulièrement visés, les six pays de la zone notés « AAA » mettent en avant les mesures déjà prises dans chaque Etat et au niveau européen, tout en soulignant, pour les plus stricts, que l'avertissement doit être pris au sérieux.

En précisant que la France pourrait être dégradée de deux crans contre un seulement pour les cinq autres pays AAA de la zone, Standard & Poor's a mis une pression particulière sur Paris. Le ministre des finances, François Baroin, a assuré lundi soir qu'il n'y aurait pas de troisième plan de rigueur en France. « Nous avons de la marge pour un éventuel ralentissement économique », a-t-il fait valoir sur France 3.

L'agence évoque par ailleurs dans son communiqué « la possibilité d'un besoin d'injection de capitaux supplémentaires [dans les banques] par l'Etat ». Cette hypothèse a été rejetée par M. Baroin.

Paris a aussi fait valoir que Standard & Poor's ne prend pas en compte le compromis annoncé lundi à Paris par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy – qui comporte notamment une révision des traités, avec sanction automatique des Etats qui laissent filer leurs déficits. « La France et l'Allemagne réaffirment que les propositions formulées conjointement permettront de renforcer la gouvernance de la zone euro », lit-on dans un communiqué diffusé lundi soir.

A Berlin, la perspective d'une dégradation allemande a suscité des réactions contrastées, alors que le déficit a été ramené à moins de 3% du produit intérieur brut (PIB), mais que la dette dépasse 81%. Selon le Spiegelonline, l'entourage d'Angela Merkel veut y voir la confirmation qu'il est urgent d'agir dans le sens de la rigueur. La chancelière verrait sa ligne orthodoxe validée par S

& P. Le député CSU Hans Michelbach, membre de la commission des finances, voit plutôt dans l'annonce de l'agence une « décision arbitraire sans lien avec la réalité ». Pour le quotidien Handelsblatt, « l'annonce de Standard & Poor's a tué dans l'œuf le fragile optimisme des sauveurs de l'euro ».

Aux Pays-Bas, le gouvernement s'est abstenu de toute réaction à chaud. Le ministre des finances, Jan Kees de Jager, s'est contenté de souligner que la menace de dégradation prouvait que « tous les pays de la zone peuvent désormais être atteints par la crise ». Ce partisan de l'austérité a plaidé pour des décisions énergiques. Jusqu'ici le gouvernement du libéral Mark Rutte n'a pas jugé utile de renforcer un important plan d'économies qui vise à réduire les dépenses publiques de 18 milliards d'euros, alors que le PIB du pays a baissé de 0,3% au troisième trimestre.

« Follement exagéré »

Le Luxembourg est lui aussi menacé mais son premier ministre, Jean-Claude Juncker, par ailleurs président de l'eurogroupe, a jugé « follement exagéré et injuste » l'avertissement de S & P. « Je ne suis pas troublé, je suis stupéfait », a indiqué M. Juncker à la radio allemande Deutschlandfunk. La situation du Grand-duché reste particulièrement favorable comparée à celle de ses voisins. Selon les prévisions, la croissance devrait être de 1% en 2012, tandis que l'endettement public s'établira à quelque 20%.

A Helsinki, où les comptes publics sont aussi parmi les plus sains d'Europe, le ministère des finances a fait valoir que « la meilleure façon de retrouver la confiance dans les finances publiques de chaque pays (...) est de regagner la confiance pour la zone euro dans son ensemble, et plus particulièrement dans les finances publiques de ses Etats membres les plus

importants ». Le premier ministre conservateur, Jyrki Katainen, est partisan d'une stricte discipline budgétaire au niveau européen.

En Autriche, le chancelier, Werner Faymann, et le vice-chancelier, Michael Spindelegger, ont publié une déclaration conjointe

rappelant que Vienne et les autres Etats de la zone euro ont déjà pris des mesures pour réduire les déficits et l'endettement à moyen terme. Les experts de S & P sont attendus à Vienne d'ici à la fin du mois de décembre. ■

SERVICE INTERNATIONAL

ENTREZ DANS LE SECRET DU PLUS GRAND SÉDUCTEUR DU SIÈCLE DES LUMIÈRES

C1 S1 N1 O
La passion de la liberté

CATALOGUE DE L'EXPOSITION
à la Bibliothèque nationale de France

Casanova. La passion de la liberté
avec plus de 50 pages du manuscrit original en fac-similé et 240 illustrations.

seuil
Bnf / beauxlivres

LA CRISE DE LA ZONE EURO

L'Allemagne
« est sur le même
bateau que
ses partenaires »

Pour l'économiste Norbert Gaillard, « la France est le maillon faible » des pays AAA de la zone euro

Entretien

Norbert Gaillard est économiste et consultant indépendant. Spécialiste des agences de notation, il a notamment publié une grande étude historique sur les notations souveraines : *A Century of Sovereign Ratings* (Springer, New York, 2011, 206 pages, 95 euros).

La décision de Standard & Poor's de mettre sous surveillance avec implication négative les notes de quinze des dix-sept pays de la zone euro est-elle une surprise ?

Cette décision est assez logique, en tout cas pas vraiment une surprise. Elle se traduira probablement par des dégradations de notes dans les prochaines semaines, à moins de très fortes avancées lors du sommet européen des 8 et 9 décembre.

La contagion de la crise partie de Grèce à l'Espagne et à l'Italie est telle que c'est l'ensemble de la zone euro qui est affaibli. Vu les difficultés de Rome et Madrid à se refinancer, l'activation du Fonds européen

« La contagion de la crise partie de Grèce à l'Espagne et à l'Italie est telle que c'est l'ensemble de la zone euro qui est affaibli »

de stabilité financière (FESF) pour venir en aide à ces pays devient de plus en plus probable, ce qui alourdirait du coup la dette des pays garantissant le FESF, à commencer par l'Allemagne et la France. Du coup, ce sont l'ensemble des pays de la zone euro qui voient leur qualité de crédit se détériorer. A cela s'ajoute le refus de la Banque centrale européenne (BCE) de jouer le rôle de prêteur en dernier ressort et des prévisions de croissance de plus en plus mauvaises...

Avec cet avertissement de Standard & Poor's, l'Allemagne peut enfin comprendre qu'elle est sur le même bateau que ses partenaires européens. Qu'elle ne peut plus mettre en avant des fondamentaux macroéconomiques meilleurs malgré un taux d'endettement encore élevé et un système bancaire sans doute plus fragile que la France. Les principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne sont la France, l'Italie et l'Espagne : en cas de stress très fort, elle sera inévitablement touchée...

Standard & Poor's menace ouvertement la France d'une dégradation de deux crans...

Depuis la mi-octobre, il y a eu toute une série d'alertes et de mena-

ces de la part des trois grandes agences : Moody's, Standard & Poor's et Fitch. Au niveau macroéconomique, la France est clairement le maillon faible des pays AAA, avec une dette et un déficit très élevés. Mais aujourd'hui, le problème n'est pas que national et la France conserve d'importants atouts : le pays lève très bien ses impôts, se refinance à des taux encore très bas et résiste bien plus que les autres en période de récession. En outre, la stabilité politique et institutionnelle du pays est indiscutable.

Est-il déjà arrivé que des agences dégradent non pas un pays, mais une zone économique dans son ensemble ?

La solvabilité d'un pays dépend essentiellement de ses fondamentaux propres, comme sa dette, sa capacité à faire de la croissance et sa stabilité politique... Ces dernières années, une des erreurs des agences a justement été de sous-estimer l'interdépendance des économies.

L'Union européenne est cependant une exception. Ainsi, le 12 novembre 2002, Moody's avait augmenté de deux à trois crans les notes de pays de l'Est entrant dans l'Union européenne : pour l'agence, ces pays allaient bénéficier de plans d'aide, de l'ouverture des marchés... Mais cette démarche restait jusqu'ici très peu courante.

Cette décision de S & P relance la polémique sur les agences et leur poids jugé trop important...

Ce qui peut en particulier être assez surprenant, c'est la communication de Standard & Poor's : dans un premier communiqué, elle explique sa décision et pourquoi elle l'a prise ; dans un second temps, elle liste les mesures qui doivent être prises pour éviter une dégradation de note. Elle met clairement la pression sur les décideurs, indique la voie à suivre et pousse implicitement la BCE à jouer le rôle de prêteur en dernier ressort.

Comment réduire le poids de ces agences ?

Il faut d'abord réduire les références aux notations dans les réglementations financières, comme sont en train de le faire les autorités américaines et européennes. Il faut aussi favoriser davantage de concurrence. Autre piste : il faut encourager les grands investisseurs - banques, assureurs, fonds de pension... - à développer leur propre département de risque crédit, avec leur propre système de notation. Il est aussi temps que la BCE fasse de la notation souveraine et utilise ses propres notes. C'est tout cela réuni qui permettrait de réduire l'influence des trois grandes agences... ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CLÉMENT LACOMBE

Zone euro Christian Noyer réclame une réflexion sur le rôle des agences de notation

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a réclamé mardi 6 décembre une réflexion sur le rôle que jouent les agences de notation dans la crise des dettes souveraines qui ébranle la zone euro.

C. Noyer, également membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), s'exprimait devant la presse au lendemain de l'annonce par Standard & Poor's (S & P) de la mise sous surveillance négative de la note de la France ainsi que de celle de 14 autres pays de la zone euro. La méthodologie de S & P est devenue plus politique, moins économique, a encore déclaré M. Noyer. - (Reuters.)

Jean-Claude Juncker juge « follement exagéré » l'avertissement de Standard & Poor's

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a qualifié mardi 6 décembre de « follement exagéré et injuste » l'avertissement de Standard & Poor's (S & P) sur la note souveraine de la plupart des pays de la zone euro. « Je ne suis pas troublé par cela, mais je suis stupéfait, vu les efforts significatifs de ces derniers jours pour surmonter la crise, notamment les programmes d'économies en Italie et en Irlande », a-t-il dit sur la station de radio allemande Deutschlandfunk.

Sarkozy donne des garanties aux marchés,
Merkel obtient de la rigueur budgétaire

Les deux dirigeants se rangent tardivement à la doctrine prônée par Jean-Claude Trichet

Lorsque Nicolas Sarkozy reçoit Angela Merkel, lundi 5 décembre pour déjeuner à l'Élysée, il a déjà la note de Standard & Poor's, qui met la France sous surveillance négative. Il sait que le Luxembourg, non endetté, est dans la même situation. Pendant le repas, le chef de l'Etat glisse à la chancelière, qui déguste du chou, qu'à son avis, l'Allemagne sera aussi sous surveillance négative. Quelques minutes plus tard, M^{me} Merkel en reçoit confirmation en provenance de Berlin. Comme toute la zone euro, son pays est sous surveillance. L'agence se dit prête à prendre des décisions sévères si le conseil européen des jeudi 8 et vendredi 9 décembre ne met pas de l'ordre dans la gouvernance européenne. Les deux dirigeants n'ont plus le choix. Ils doivent boucler leur accord sur la réforme de la zone euro immédiatement et le présenter à la presse.

La gauche française a dénoncé une victoire complète des idées allemandes. Ce n'est pas le cas. Dans le compromis franco-allemand, M^{me} Merkel obtient un durcissement des règles budgétaires à long terme, tandis que M. Sarkozy réussit à envoyer des signaux de nature à calmer les marchés financiers.

Les deux dirigeants ont cassé leur pacte scellé lors du sommet de Deauville, en octobre 2010. À l'époque, à la demande de M^{me} Merkel, il avait été décidé de faire payer les banques, coupables d'avoir trop financé la Grèce, tandis que M. Sarkozy échappait à des règles budgétaires trop strictes. L'affaire avait fait sortir de ses gonds le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, qui voyait une menace pour la zone euro. C'est ce qui s'est passé, avec la faillite de la Grèce et la quasi-explosion de la monnaie unique.

Lundi, M^{me} Merkel et M. Sarkozy ont fait marche arrière. « Ce qui s'est passé en Grèce ne se reproduira pas », a expliqué M. Sarkozy. La décision peut apparaître immorale, mais le secteur privé ne participera plus aux sauvetages des pays. Les restructurations de dette auront lieu selon les procédures du Fonds monétaire international (FMI), qui excluent de facto les défauts de paiement.

Deuxième signal aux marchés, le Mécanisme européen de stabilité (MES), successeur du Fonds européen de stabilité financière (FESF), sera créé dès 2012 et le déblocage des fonds se fera à la majorité des 85% et non plus à l'unanimité. Ce



Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, lundi 5 décembre, au palais de l'Élysée. JOHN SCHULTS/REUTERS

changement permettra d'éviter qu'un petit pays puisse bloquer un plan de sauvetage, comme la Finlande et la Slovaquie ont menacé de le faire vis-à-vis de la Grèce cet automne. Ce pourcentage laisse un droit de blocage aux grands Etats, comme l'exigeait l'Allemagne.

Troisième espérance de Paris, la BCE devrait entrer rapidement en action, tandis que Paris et Berlin réforment la gouvernance de la zone euro et que l'Italie a annoncé un plan d'austérité massif. Paris espère une politique « agressive »

Pour calmer les marchés, M. Sarkozy a rejoint les idées allemandes sur le renforcement des règles budgétaires

de la BCE. Au minimum une baisse des taux d'intérêts jeudi, au mieux un soutien aux pays en difficultés.

Pour calmer les marchés et convaincre la banque centrale d'intervenir, M. Sarkozy a jugé nécessaire de rejoindre les idées allemandes sur le renforcement des règles budgétaires, qui ne s'appliqueront pas avant plusieurs trimestres. Il a été décidé d'introduire une règle d'or qui force les pays à revenir progressivement à l'équilibre budgétaire. Son libellé sera défini entre Européens, au fil de la

négociation du traité. Cette règle a été combattue par le PS. Mais M. Sarkozy a noté que M. Hollande était ce lundi avec les sociaux-démocrates allemand à Berlin. « Je n'aurai pas besoin de convaincre [le candidat socialiste] puisque les socialistes allemands ont déjà voté la règle d'or. Vérité d'un côté du Rhin, vérité de l'autre », a déclaré le chef de l'Etat.

Le ministre des finances, François Baroin, a évoqué la possibilité de convoquer le Congrès pour approuver cette règle d'or. « L'union nationale, ce serait bien en France », a expliqué M. Baroin, qui espère trouver « une fenêtre de tir » avant les élections. L'Élysée n'y croit guère : il faut d'abord que le texte soit voté dans les mêmes termes par l'Assemblée nationale et le Sénat, passé à gauche.

Cette règle d'or représente le transfert de souveraineté le plus substantiel, alors que l'Élysée veut ménager la France du non. M. Sarkozy a jugé « indignes » les propos germanophobes d'une partie de la gauche, mais l'un de ses conseillers a noté avec inquiétude combien la polémique avait pris rapidement. M. Sarkozy a donc expliqué à M^{me} Merkel qu'il était impossible que la Cour de justice européenne ait à juger de la conformité des budgets nationaux avec la règle européenne. Elle aura simplement à vérifier si la règle d'or est bien transposée par les Etats membres. En France, c'est le

Conseil constitutionnel qui retoquera ou non un budget ne respectant pas ladite règle d'or.

En revanche, M. Sarkozy a accepté que les sanctions soient quasi automatiques pour les pays dont les déficits franchissent la barre des 3% du produit intérieur brut (PIB). Les ministres des finances de la zone euro ne pourront s'opposer aux sanctions que par un vote à la majorité qualifiée. Jusqu'à présent, ils devaient approuver ces sanctions à la majorité qualifiée, ce qui rendait facile la constitution d'une minorité de blocage. Il n'existe toutefois aucun moyen de coercition.

Ce durcissement des règles ne vaut pas pour les pays qui ne réduiraient pas, comme prévu, leur endettement pour redescendre en vingt ans sous les 60% du PIB. L'évolution de l'endettement est jugée trop volatile, dépendant du renflouement d'une banque ou d'un pays voisin.

M. Sarkozy et M^{me} Merkel détailleront mercredi leur projet dans une lettre au président du conseil, Herman Van Rompuy. Jeudi soir, ils présenteront leurs propositions aux Vingt-Sept. L'Élysée table sur un refus du premier ministre britannique, David Cameron, et compte passer immédiatement à la rédaction d'un protocole réservé aux seuls 17 pays de la zone euro. Le texte doit être approuvé mi-mars. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Les socialistes dénoncent un traité « de pure contrainte budgétaire pour plus tard » et « rien pour maintenant »

LES PROPOSITIONS de nouveau traité, conjointement lancées lundi 5 décembre par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, n'ont fort logiquement pas convaincu les socialistes. A commencer par leur candidat François Hollande. « Face à une crise de confiance, ce n'est pas l'annonce d'un traité quel qu'il soit, à 17 ou à 27, qui peut être de nature à redonner aux citoyens et aux marchés une vision, explique au Monde M. Hollande. La réponse doit être immédiate. Ce qui est attendu par les marchés, c'est une intervention massive de la BCE [Banque centrale européenne], la mise en place des eurobonds ou un renforcement du fonds de stabilité financière qui deviendrait une banque. Aucune de ces mesures n'ayant été prise, l'annonce d'un traité ne peut être le règlement d'un problème immédiat. »

Pour le candidat socialiste, le traité pose « deux problèmes » : « Le premier, c'est que le traité ne pourra être ratifié que bien après la pré-

sidentielle. Le second, c'est qu'il n'y aura pas de majorité pour voter la révision constitutionnelle » qu'il implique. Argument repris par Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : « Nicolas Sarkozy est un président en fin de mandat qui fait campagne : il n'a pas la légitimité politique pour demander au Parlement actuel de modifier la Constitution. » Pour le député et maire de Nantes, « face à la gravité de la crise, Nicolas Sarkozy montre une totale impuissance. Le traité qu'il propose va demander du temps. »

Voilà la principale critique adressée par les socialistes : l'incapacité présumée du dispositif Sarkozy-Merkel à faire face en temps et en heure à la gravité de la crise économique. « Un traité de pure contrainte budgétaire pour plus tard et rien pour maintenant », regrette Michel Sapin. Pour le conseiller de François Hollande, « malheureusement, il n'y a aucune surprise. Cela ressemble à un ali-

gnement complet, total et absolu sur la position de l'Allemagne ».

Les socialistes trouvent, dans les annonces du président français et de la chancelière allemande, la justification a posteriori de leurs récentes attaques sur l'hégémonisme allemand. « Si on dresse les colonnes crédit et débit, M^{me} Merkel rentre à la maison avec une victoire », résume Benoît Hamon. « Sur le fond, l'Allemagne voulait un nouveau traité, elle l'a », poursuit le porte-parole du PS, y ajoutant le contrôle moins avéré que pourrait exercer la Cour de justice européenne sur les parlements nationaux. Et de conclure : « Nicolas Sarkozy, je vois mal ce qu'il a à vendre. Pour la France, c'est une défaite, un KO. »

Sur la règle d'or, au chapitre de laquelle le chef de l'Etat a remis la pression sur le PS, « cette question sera traitée après l'élection présidentielle », rappelle François Hollande. Le candidat socialiste estime que « si la règle d'or était pré-

vue, il ne s'agit plus de la même. Elle est renforcée, c'est-à-dire qu'elle ne dit pas simplement que les budgets doivent être conformes aux engagements européens, mais ajoute des dates. Cela en dit long sur le caractère improvisé de ces annonces ». « Incapable de la faire accepter par les Français, Sarkozy réimpose la règle d'or sous couvert de Merkel », estime Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS à l'international.

Quant aux menaces de dégradation de l'agence Standard and Poor's, « les agences ne pouvaient ignorer qu'il y avait une réunion qui se tenait ce lundi », indique M. Hollande, pour qui ces menaces « ne sont pas une réaction à l'accord mais à une situation qui dure depuis plusieurs semaines, avec un ralentissement de la croissance et des banques en situation difficile ». Alors que pour M. Cambadélis, « Sarkozy et Merkel ne rassurent ni les peuples, ni les marchés ». ■

DAVID REVAULT D'ALLONNES